



***Transformation du bâtiment communal en maison pluridisciplinaire de santé  
4, place du palais 31 380 BAZUS***



Maîtrise d'oeuvre
<b>MARONESE Guy</b> Architecte DPLG 27, rue des lois 31 000 TOULOUSE Tél. 05 61 70 14 79 Portable 06 07 76 48 37 Email <a href="mailto:guy.m.sm@live.com">guy.m.sm@live.com</a>

**C.C.T.P. Cahier des Clauses Techniques Particulières  
Lot 5 CARRELAGES**

# 1 GENERALITES

## 1.1. OBJET DES TRAVAUX

Le présent CCTP a pour objet de définir et de décrire les travaux du lot CARRELAGE, à réaliser dans le cadre de la **Transformation du bâtiment communal en maison pluridisciplinaire de santé au 4, place du palais 31 380 BAZUS.**

Le présent entrepreneur devra la connaissance complète du projet : plans, CCTP des autres corps d'état, et pièces administratives.

Les principes généraux de construction sont définis par le présent document, les plans de l'Architecte et du B.E.T. Du fait de sa qualification, il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de son marché.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier les côtes et dimensions indiquées sur les plans, les incertitudes devront être signalées au maître d'ouvrage au stade de l'étude. Les erreurs qui pourraient être invoquées, après signature des marchés, ne sauraient en effet remettre en cause le prix global forfaitaire arrêté.

Une visite sur site s'impose avant de réaliser le chiffrage des travaux.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever certaines dispositions des plans et CCTP trouveront leurs solutions dans les avenants techniques de référence et les décisions du maître d'ouvrage, sans modifier le prix global forfaitaire du marché.

Les contradictions éventuelles entre le CCTP et les plans n'auront jamais pour effet d'annuler la construction des ouvrages visés, mais seulement d'entraîner l'application de la clause de priorité.

Le descriptif ne constitue pas une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Aussi, en cas de manque de concordance, d'omission ou d'imprécision dans ces documents, les entrepreneurs devront demander au maître d'œuvre tous les renseignements nécessaires avant de remettre leur acte de soumission. Aucune réclamation en vue d'obtenir un supplément de prix ne sera pris en considération après le dépôt des offres.

**Nota :**

**Toutes les précautions de réalisation des travaux doivent être mises en œuvre pour respecter tant la sécurité des personnes que les bruits de chantier générés durant la journée de travail.**

## 1.2 RAPPEL DES NORMES DTU ET REGLEMENTATION

### 1.2.1 TEXTES LEGISLATIFS (CONCEPTION, PERFORMANCES, FABRICATION)

- Décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction (DPC et ATE)
- Arrêté du 2 mars 2001 portant application aux ciments courants du décret 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par le décret 95-1051 du 20 septembre 1995 (DPC)
- Arrêté du 23 mai 2003 portant application aux colles à carrelage du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 (DPC et ATE)
- Arrêté du 27 juin 2003 portant application aux pavés en terre cuite du décret 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par le décret 95-1051 du 20 septembre 1995
- Arrêté du 30 avril 2004 portant application à certains mortiers du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 (DPC et ATE)
- Arrêté du 7 octobre 2004 portant application aux matériaux pour chape du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 (DPC et ATE)
- Arrêté du 24 décembre 2004 portant application aux carreaux du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction (DPC et ATE)
- Arrêté du 8 août 2005 portant application aux ciments spéciaux du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction
- Arrêté du 3 juillet 2006 portant application à certains produits pour bétons, mortiers et coulis du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction
- Arrêté du 20 juillet 2007 portant application à certains produits pour bétons, mortiers et coulis du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction.

### 1.2.2 TEXTES LEGISLATIFS (MISE EN OEUVRE, CONTRUCTION, HABITATION)

- Arrêté du 31 mai 1994 relatif au classement minimal des matériaux de revêtement des escaliers des lieux de travail
- Circulaire n° 2004-UHC/QC2/13 du 28 juin 2004 relative à l'application des règles de construction et à la qualité technique de la construction (en France métropolitaine)

### 1.2.3 TEXTES LEGISLATIFS (URBANISME, ENVIRONNEMENT)

- Code de l'Environnement
- Code de l'Urbanisme
- Code Général des Collectivités territoriales
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation

- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique
- Circulaire conjointe n° 2000-5 - n° 2000-73 du 28 janvier 2000 relative à l'application de la réglementation acoustique dans les bâtiments d'habitation neufs
- Circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation

#### **1.2.4 TEXTES LEGISLATIFS (SECURITE INCENDIE)**

- Arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement

#### **1.2.5 TEXTES LEGISLATIFS (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)**

- Code de la Santé Publique
- Code du Travail
- Circulaire n° 95-07 du 14 avril 1995 relative aux lieux de travail
- Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 modifié fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil
- Circulaire n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Circulaire n° 12 du 24 mai 2006 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et aux règles particulières à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
- Arrêté du 7 août 2008 relatif à la gestion du risque lié au radon dans les lieux de travail
- Décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 relatif aux équipements de travail et aux équipements de protection individuelle

#### **1.2.6 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES**

- Documents Techniques Unifiés applicables aux travaux de ce(s) corps d'état
- DTU 52.1 (P61-202) : Revêtements de sol scellés (décembre 2003)
- DTU 26.2/52.1 (NF P61-203) : Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage - Cahier des clauses techniques (décembre 2003)

#### **1.2.7 NORMES (CONCEPTION, PERFORMANCES, FABRICATION)**

- Normes françaises et européennes applicables aux travaux de ce(s) corps d'état
- NF ISO 15392 (décembre 2008) : Développement durable dans la construction - Principes généraux (Indice de classement : P01-051)
- NF P03-700 (décembre 2002) : Bâtiment - Marchés privés - Qualité des services associés aux prestations de travaux de bâtiment dans les marchés privés (Indice de classement : P03-700)
- FD P05-101 (septembre 2003) : Guide pour l'élaboration de notices de surveillance et d'entretien des immeubles collectifs de logements ou de bureaux (Indice de classement : P05-101)
- FD P05-102 (septembre 2003) : Guide pour l'élaboration de notices de surveillance et d'entretien d'une maison individuelle ou d'une construction assimilable (Indice de classement : P05-102)
- P06-007 (septembre 1988) : Principes généraux de fiabilité des constructions - Liste des termes équivalents (Indice de classement : P06-007)
- P09-101 (septembre 1990) : Joints - Terminologie (Indice de classement : P09-101)
- NF P13-304 (octobre 1983) : Briques en terre cuite destinées à rester apparentes (Indice de classement : P13-304)
- FD P15-010 (octobre 1997) : Liants hydrauliques - Guide d'utilisation des ciments (Indice de classement : P15-010)
- NF P15-300 (décembre 1981) : Liants hydrauliques - Vérification de la qualité des livraisons - Emballage - Marquage (Indice de classement : P15-300)
- NF P15-301 (juin 1994) : Liants hydrauliques - Ciments courants - Composition, spécifications et critères de conformité (Indice de classement : P15-301)
- NF P15-306 (octobre 1964) : Liants hydrauliques - Ciments de laitier à la chaux CLX (Indice de classement : P15-306)
- NF P15-308 (octobre 1964) : Liants hydrauliques - Ciments naturels CN (Indice de classement : P15-308)
- NF P15-314 (février 1993) : Liants hydrauliques - Ciment prompt naturel CPN (Indice de classement : P15-314)
- P18-011 (juin 1992) : Bétons - Classification des environnements agressifs (Indice de classement : P18-011)
- NF P18-306 (septembre 1965) : Bétons - Laitier granulé (Indice de classement : P18-306)
- NF P18-307 (septembre 1965) : Bétons - Laitier expansé (Indice de classement : P18-307)
- NF P18-308 (septembre 1965) : Bétons - Pouzzolane (Indice de classement : P18-308)
- NF EN 206 (avril 2004) : Béton + Amendement A1 (avril 2005) + Amendement A2 (octobre 2005) (Indice de classement : P18-325)
- FD P18-326 (novembre 2004) : Béton - Zones de gel en France (Indice de classement : P18-326)
- NF EN 934 (août 2009) : Adjuvants pour béton, mortier et coulis (Indice de classement : P18-341 & suivantes)
- NF P18-500 (juin 1995) : Béton de sable (Indice de classement : P18-500)
- NF P18-501 (mars 1992) : Additions pour béton hydraulique - Fillers (Indice de classement : P18-501)

- P18-503 (novembre 1989) : Surfaces et parements de béton - Eléments d'identification (Indice de classement : P18-503)
- NF P18-506 (mars 1992) : Additions pour béton hydraulique - Laitier vitrifié moulu de haut-fourneau (Indice de classement : P18-506)
- P18-821 (septembre 1993) : Produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique - Produits de calage et scellement à base de liants hydrauliques - Caractères normalisés garantis (Indice de classement : P18-821)
- P18-822 (septembre 1993) : Produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique - Produits de calage et scellement à base de résines synthétiques - Caractères normalisés garantis (Indice de classement : P18-822)
- FD P18-823 (juin 2004) : Produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique - Produits de scellement à base de résines synthétiques ou à base de liants hydrauliques - Recommandations pour le dimensionnement des scellements de barres d'armature dans le béton (Indice de classement : P18-823)
- NF EN 13369 (décembre 2004) : Règles communes pour les produits préfabriqués en béton + Amendement A1 (juillet 2006) (Indice de classement : P19-800)
- NF EN 163 (novembre 1991) : Carreaux et dalles céramiques - Echantillonnage et conditions de réception (Indice de classement : P61-514)
- NF EN 12808 (septembre 2009) : Mortiers de joints pour carrelage (Indice de classement : P61-611)
- NF EN 26927 (juillet 1991) : Construction immobilière - Produits pour joints - Mastics - Vocabulaire (Indice de classement : P85-102)
- NF EN ISO 11600 (mai 2004) : Construction immobilière - Produits pour joints - Classification et exigences pour les mastics (Indice de classement : P85-305)
- NF EN 15288 (novembre 2008) : Piscines (Indice de classement : S52-408)
- NF X02-001 (décembre 1993) : Grandeurs et unités - Principes généraux (Indice de classement : X02-001)
- X02-004 (août 1994) : Normes fondamentales - Noms et symboles des unités de mesure du système international d'unités (SI) (Indice de classement : X02-004)
- NF X02-006 (août 1994) : Normes fondamentales - Le système international d'unités - Description et règles d'emploi
- Choix de multiples et de sous-multiples (Indice de classement : X02-006)
- NF EN ISO 11064-3 (mai 2000) : Conception ergonomique des centres de commande - Partie 3 : Agencement de la salle de commande (Indice de classement : X35-400-3)

### **1.2.8 NORMES (MISE EN OEUVRE CONSTRUCTION, HABITATION)**

- NF P04-103 (décembre 1985) : Tolérances dans le bâtiment - Vocabulaire général - 2ème partie (Indice de classement : P04-103)
- NF P18-370 (octobre 1995) : Adjuvants - Produits de cure pour bétons et mortiers - Définition, spécifications et marquage (Indice de classement : P18-370)
- NF P61-341 (novembre 1975) : Panneaux de mosaïque de pâte de verre et éléments 2 x 2 les constituant (Indice de classement : P61-341)
- NF EN 98 (novembre 1991) : Carreaux et dalles céramiques - Détermination des caractéristiques dimensionnelles et aspect de surface (Indice de classement : P61-501)

### **1.2.9 NORMES (SECURITE INCENDIE)**

- NF P92-507 (février 2004) : Sécurité contre l'incendie - Bâtiment - Matériaux d'aménagement - Classement selon leur réaction au feu (Indice de classement : P92-507)

### **1.2.10 GUIDES, PRESCRIPTIONS ET SOLUTIONS TECHNIQUES**

- GS 13 : Conditions générales de mise en œuvre de revêtements muraux céramiques intérieurs sur supports en panneaux dérivés du bois (Cahiers du CSTB, Cahier 1356, décembre 1975)
- GS 12 : Chapes fluides à base de sulfate de calcium - Cahier de Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3578, décembre 2006)

### **1.2.11 CLASSEMENTS ET CERTIFICATIONS**

- Certification CERTIFIE CSTB CERTIFIED des enduits de sol - Document de référence (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3640, septembre 2008)
- Certification 'CERTIFIÉ CSTB' des colles à carrelage - Document de référence (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3522, juin 2005) + Modificatif 1 (Cahier 3550, mai 2006)
- Exécution des enduits de préparation de sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol - Travaux neufs - Cahier des prescriptions techniques (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3634, juillet 2008)
- Revêtements de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3509, novembre 2004)
- Revêtements de murs intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles ou d'adhésifs en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (Cahiers du CSTB, Cahier 3265, octobre 2000) + Erratum 1 (Cahier 3351, juin 2001) + Modificatif 1 (Cahier 3510, octobre 2004) + Modificatif 2 (Cahier 3523, juin 2005) + Modificatif 3 (Cahier 3551, mai 2006)

- Revêtements de murs extérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (Cahiers du CSTB, Cahier 3266, octobre 2000) + Modificatif 1 (Cahier 3524, juin 2005) + Modificatif 2 (Cahier 3552, mai 2006)
- Revêtements de sols intérieurs et extérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles dans les locaux P3 au plus en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (Cahiers du CSTB, Cahier 3267, octobre 2000) + Modificatif 1 (Cahier 3525, juin 2005) + Modificatif 2 (Cahier 3553, mai 2006)
- Revêtements de sols intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles sur chape fluide à base de sulfate de calcium en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3527, juin 2005) + Modificatif 1 (Cahier 3555, mai 2006)
- Revêtements de murs intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles ou d'adhésifs sur ancien carrelage ou ancienne peinture en local EB+ privatif au plus - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3528, juin 2005) + Modificatif 1 (Cahier 3556, mai 2006)
- Revêtements en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles en rénovation de sols intérieurs dans les locaux P3 au plus - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3529, juin 2005) + Modificatif 1 (Cahier 3557, mai 2006)
- Revêtements de sol céramiques - Spécifications techniques pour le classement UPEC (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3659, septembre 2009)
- Revêtements de sols intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles dans les locaux P4 et P4S en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3526, juin 2005) + Modificatif 1 (Cahier 3554, mai 2006)
- Revêtements en carreaux céramiques collés en rénovation de sols intérieurs dans les locaux P4 et P4S - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3530, juin 2005) + Modificatif 1 (Cahier 3558, mai 2006)
- Classement des locaux en fonction de l'exposition à l'humidité des parois et nomenclature des supports pour revêtements muraux intérieurs (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3567, mai 2006)

### **1.3 CONDITIONS ET PRESCRIPTIONS D'EXECUTION**

#### **1.3.1 Obligations de l'entrepreneur**

L'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables en matière de construction d'ouvrage de bâtiment.

Il devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents.

L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées.

Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apportés à la tranquillité du voisinage.

En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

#### **1.3.2 Reconnaissance du site**

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des lieux.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les difficultés particulières qui seront rencontrées lors des travaux et en général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront lors de cette reconnaissance effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

#### **1.3.3 Mise en oeuvre**

##### **A) Carrelage scellé**

Les carreaux sont scellés avec un mortier de ciment.

##### **B) Carrelage collé**

Les carreaux de 225 à 900 cm<sup>2</sup> sont collés avec un mortier épais sous avis technique.

##### **C) Joints de fractionnement**

Conforme au DTU 52.1. Finition par profil PVC rigide, teinte au choix de l'architecte.

Les surfaces supérieures à 40 m<sup>2</sup> sont fractionnées. Les couloirs, s'ils sont concernés, sont fractionnés par tranches de l'ordre de 8 mètres linéaires de la longueur. Ces fractionnements sont exécutés dans la totalité de l'épaisseur du mortier et du carrelage.

Les joints de fractionnement doivent au moins avoir 3 mm de largeur et être remplis d'une garniture faite d'une matière souple.

##### **D) Joints périphériques**

Par mousse de polyéthylène densité 40 kg/m<sup>3</sup> en fond de joint et mastic élastique.

##### **E) Joints de dilatation**

Encastrés par profils en alliage d'aluminium.

#### F) Jointement

Pose à joints vifs interdite.

Epaisseur des joints : 5 mn.

#### G) Colles

Les colles utilisées pour les revêtements verticaux devront être compatibles avec la nature des supports et bénéficier d'un avis technique.

### 1.3.4 Réception des supports et formes

#### SOLS

Les sols livrés par l'entreprise chargée du corps d'état GROS-OEUVRE feront l'objet d'une réception par le maître d'œuvre et l'entrepreneur du présent corps d'état. Leur cote d'arasement étant fonction des épaisseurs de forme complémentaire, mortier de pose et revêtement, les indications nécessaires seront fournies à l'entreprise titulaire du corps d'état GROS-OEUVRE. L'entrepreneur devra s'assurer que le support devant recevoir le carrelage est parfaitement résistant, propre, exempt de déchets ou matériaux susceptibles de souffler, et de planimétrie permettant la mise en œuvre parfaite de ses revêtements.

La planitude des supports et formes sera telle qu'une règle de 2m promenée en tous sens ne fasse pas apparaître de différence supérieure à 5 mm.

#### MURS

Dans le cas de carrelages muraux scellés, le support sera abondamment arrosé avant de recevoir le crépi de 10 à 20 mm d'épaisseur, dressé et non lissé, dosé à 350kg de mortier bâtard 2/1 par m3 de sable sec. Ce sable sera propre, dur, dépourvu de matières gypseuses, d'oxydes et de pyrites, etc.

### 1.3.5 Mise en oeuvre des carrelages

L'entrepreneur doit tous les trous, découpes, entailles qui seraient nécessaires pour l'exécution du carrelage. Le coulis pour jointement des carrelages sera soit un produit spécialement adapté soit un coulis de ciment pur et suffisamment fluide pour pénétrer parfaitement dans les joints et bien les remplir. Le sable entrant dans la composition du mortier de pose sera un sable de rivière. Les adhésifs employés devront être ceux qui seront préconisés par le fabricant. Ils devront être soumis à l'examen du contrôleur technique agréé éventuel.

La désolidarisation entre le carrelage au sol et les cloisons ou murs sera assuré par un joint à plasticité permanente. La plinthe sera scellée uniquement sur le support vertical avec interposition contre le carrelage d'un cordon mousse. Les joints des revêtements muraux au contact avec les appareils sanitaires seront réalisés à l'aide d'un mastic au silicone. La jonction de carrelage de natures différentes ou de coloris différents sera effectuée à mi-feuillure des portes.

La planitude des ouvrages finis ne devra pas être inférieure aux tolérances ci-dessous :

- Pour les sols, une règle de 2m promenée en tous sens ne fera pas apparaître de différence supérieure à 3mm. Les joints seront parfaitement alignés

- Pour les murs, une règle de 2m promenée en tous sens ne fera pas apparaître de différence supérieure à 2mm. Les joints aussi bien horizontaux que verticaux seront parfaitement alignés

Les niveaux des surfaces finies devront correspondre avec les niveaux finis des pièces adjacentes avec une tolérance de 5 mm, quelle que soit la nature du matériau employé.

### 1.3.6 Nettoyage et protection

Quotidiennement l'entrepreneur devra enlever tous les matériaux en excédent, les déchets et débris provenant de ses travaux, et laisser les lieux dans un état de propreté parfaite.

Tout manquement sera sanctionné suivant les conditions mentionnées au CCAP.

L'entrepreneur du présent lot doit également :

- Nettoyage des revêtements dès le début de la prise des joints, à l'aide de poudre de ciment et chiffon sec.

- Après durcissement des joints et nettoyage en diagonale pour ne pas dégarnir les joints, épandage de sciure de bois.

- Protection des ouvrages jusqu'à la réception des travaux.

- Nettoyage final des travaux pour que le sol soit net de toutes souillures.

L'entrepreneur doit le dépoussiérage de ses ouvrages et le nettoyage courant prévu suivant les fiches techniques des fabricants.

### 1.3.7 Classement UPEC

Classement UPEC conformément au fascicule 3509 du CSTB et suivant la pièce de destination.

Le classement UPEC, des matériaux employés pour les revêtements de sol, devront être au moins égal à celui du local et leur notice d'entretien adaptée pour une bonne durabilité.

## 1.4 ETENDUE DES TRAVAUX

Avant de débiter les travaux un contrôle des supports sera réalisé en présence des entreprises ayant réalisés les supports concernés par l'intervention ; une réception contradictoire sera dressée entre les entreprises concernées.

#### **1.4.1 Protection et réfection (liste non limitative)**

La proposition de l'entrepreneur s'entend compris la réfection de tous les ouvrages défectueux et ce jusqu'à la réception des travaux, ainsi que la protection contre les ébranlements, chocs et épaufrures des arêtes. L'épandage d'une couche de sciure de bois blanc en protection des revêtements.

#### **1.4.2 Description générale (liste non limitative)**

Dans le cadre de son marché, les travaux du présent lot comprennent avec obligation de résultat, la réalisation des revêtements de sols en carrelage et céramique conformément à la réglementation (étanchéité, acoustique ..)

Sont en outre, implicitement compris dans les prix remis par l'entrepreneur :

- les dispositifs d'interdiction d'accès aux surfaces en cours de travaux
- toutes coupes, droites ou courbes, apparentes ou non, percements, entailles, nécessaires à une parfaite exécution
- L'alimentation en fluides des appareils et machines
- tous accessoires, ingrédients, collés, etc. et les éléments de fixation
- tous les percements et raccords nécessaires pour les différents corps d'état.
- les joints souples acryliques entre ses ouvrages et les appareils sanitaire. Lorsque ces appareils seront en matière synthétique (baignoire et receveur acrylique...), le joint acrylique devra être fait baignoire ou receveur de douche lestée pendant 24 heures.

### **1.5 ETUDES ET ESSAIS**

L'entrepreneur doit tous les essais dus à son présent lot conformément à la réglementation et aux normes traitant de ses ouvrages.

Il soumettra à la maîtrise d'oeuvre ses plans et notices d'exécution avant le démarrage de ses travaux.

## 2 DESCRIPTIF TRAVAUX

**L'entreprise est réputée s'être rendue sur les lieux avant de remettre son offre.**

Conception, fabrication et implantation suivant plans le cas échéant, plans généraux et carnet de détails architecte.

Les précisions (marques, fabricants, distributeurs...) concernant les prescriptions portées aux descriptifs travaux sont données à titre indicatif, sauf mention expresse contraire. L'entreprise pourra donc faire des propositions différentes, mais elle devra sous peine de nullité :

- \* préciser dans son offre les marques et références exactes des matériaux et matériels préconisés ;
- \* et pour les revêtements de sols ou muraux, toiles de store... joindre des échantillons, à défaut une documentation technique et commerciale.

Les éventuels quantitatifs portés au cadre de bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) ne sont donnés qu'à titre indicatif. Il appartient aux entrepreneurs de les vérifier et de les modifier s'ils le jugent nécessaire. L'absence de modification vaut validation et l'entreprise ne pourra prétendre à un supplément de rémunération en cas de quantités erronées.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des prestations respectives à la charge de tous les corps d'état. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Dans le cas de constatation d'anomalie ou de doublon entre les différents lots, l'entrepreneur devra le préciser dans son offre par un nota, mais il ne pourra en aucun cas arguer d'un oubli de localisation ou de description à son seul lot, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché.

Conception, fabrication et implantation suivant plans BET , études thermique et acoustique, plans généraux et carnet de détails architecte.

Les précisions (marques, fabricants, distributeurs...) concernant les prescriptions portées aux descriptifs travaux sont données à titre indicatif, sauf mention expresse contraire.

L'entreprise pourra donc faire des propositions différentes en équivalence, mais elle devra préciser dans son offre les marques, modèle et références exactes des matériaux et matériels préconisés. En l'absence de ces précisions, son offre sera considérée comme incluant les prestations correspondant aux prescriptions du présent descriptif.

Les éventuels quantitatifs portés au cadre de bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) ne sont donnés qu'à titre indicatif. Il appartient aux entrepreneurs de les vérifier et de les modifier s'ils le jugent nécessaire. L'absence de modification vaut validation et l'entreprise ne pourra prétendre à un supplément de rémunération en cas de quantités erronées.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des prestations respectives à la charge de tous les corps d'état. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Dans le cas de constatation d'anomalie ou de doublon entre les différents lots, l'entrepreneur devra le préciser dans son offre par un nota, mais il ne pourra en aucun cas arguer d'un oubli de localisation ou de description à son seul lot, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché.

Le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre attirent l'attention des entreprises sur les performances à atteindre, notamment, le confort thermique et acoustique des occupants, chacun devra respecter et mettre tous les moyens nécessaires pour la conformité du bâtiment selon la réglementation en vigueur.

### **2.1 REVETEMENTS DE SOL**

#### **2.1.1 Enduit auto lissant à prise rapide**

Enduit de ragréage auto lissant P3, de 3 mm pour réception de revêtement de sol mince, pour rebouchage, ragréage et lissage des sols.

Le produit utilisé sera agréé par un Avis Technique du CSTB, pour l'emploi sur le support concerné (ciment). Mise en œuvre suivant les prescriptions du fabricant, et Cahier du CSTB 'Exécution des enduits de lissage et de ragréage auto lissant destinés à la préparation de sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol minces' (Livraison 636, Cahier n° 2843, octobre 1995).

L'enduit de lissage devra avoir un classement d'aptitude à l'emploi par référence à la lettre P (poinçonnement) du classement UPEC des revêtements de sols, au moins égal au classement de ce dernier (Cahier du CSTB n° 1836, mars 1983).

Localisation : 25m<sup>2</sup>, accueil, repos et Wc du RDC.



**2.1.2 Revêtement de sol scellé 30 x 60 cm**

Fourniture et pose de carrelage en grès cérame, à faible absorption d'eau ( $E \leq 3\%$ ), format 250/400, de la série INFINITY de chez RECER ou équivalent, y compris plinthes assorties.

- Classement UPEC : U4 P4 suivant cahier du CSTB 3509.
- Finition au choix de l'architecte,

Mise en oeuvre :

- utilisation d'une colle, possédant un avis technique du C.S.T.B. (dosage suivant prescriptions du fabricant) étalée sur le support et respectant l'exigence du label NF environnement : colles sans solvant,
- pose collée droite du carrelage, sur ragréage, y compris coupes, entailles, raccords, polychromie éventuelle suivant calepinage du Maître d'oeuvre,
- coupes soignées au droit des huisseries,
- façon de joints de fractionnement en partie courante,
- exécution de joints par coulis de remplissage à la colle (dosage suivant prescriptions fabricant). Mise en oeuvre conforme au C.P.T. N°3267, à l'avis technique du mortier employé et aux recommandations des fabricants. Y compris toute sujétion, barre de seuil pour rattrapage de niveau ou changement de revêtement.

Mise en oeuvre conforme à la norme française NF P 61-202 (DTU 52.1) et aux recommandations des fabricants.

Localisation : 25m<sup>2</sup>, accueil, repos et Wc du RDC

**2.1.3 Plinthes à bords arrondis 10 x 40**

Fourniture et pose de plinthes à bords arrondis assorties aux revêtements, compris pièces spéciales pour angles rentrants et saillants, compris joint souples sous plinthes et toutes sujétions de coupes et de raccords.

Localisation : 23 ml pour surfaces ci-dessus.

**2.2 REVETEMENTS MURAUX**

La pose des revêtements muraux sera réalisée par collage avec des produits titulaires d'un avis technique, en respectant les prescriptions du CPT N° 3265 d'octobre 2000.

En pièces humides, les supports sensibles à l'eau doivent être protégés avant la pose des carreaux. Le support devra être protégé par un procédé du type Sel ou Spec faisant l'objet d'un avis du CSTB A ce titre, l'entrepreneur du présent lot devra prendre toutes dispositions pour garantir sa parfaite connaissance des ouvrages des autres corps d'états.

Les joints périphériques sont obligatoires. La pose à joints nuls, appelée également pose jointive, est formellement interdite.

Au droit des appareils sanitaires et des revêtements en faïence, il sera procédé à une étanchéité absolue entre les appareils sanitaires et la paroi. Mise en oeuvre d'un joint souple élastomère à la charge du présent lot. L'étanchéité des traversées de cloisons entre la faïence et les fourreaux sera réalisée par un joint du type Élastomère. Un joint du type Néoprène assurera la liaison entre les réseaux et le nu fini de la faïence.

Les revêtements verticaux devront être parfaitement plans et d'aplomb. A l'exécution, si l'entrepreneur constatait des alignements imparfaits au droit des huisseries, bâtis, fenêtres, appareils sanitaires ou autres, il devra le signaler à la maîtrise d'ouvrage.

La fourniture et pose de cornières de rive et de couvre-joint afin de respecter les joints de structure sont à la charge du présent lot.

A tous les angles saillants, et sur toutes les rives libres des revêtements verticaux, il sera fait emploi de profils spéciaux en inox ou aluminium laqué. L'entrepreneur devra respecter les joints de dilatation et soumettra à la maîtrise d'ouvrage les dispositions qu'il compte prendre.

Calepinages des surfaces conformément aux indications de l'architecte.

**2.2.1 Faïence murale 20/30 et 30/60 cm**

Fourniture et pose, compris coupes et toutes sujétions d'encollage et de jointoiement, de carreaux de 20x40 cm conformes à la norme européenne NF EN 159, de type DEUCALLION ou DRAPE de chez PIUBELL'ARTE ou équivalent.

Traitement des angles sortants à l'aide de profilés en PVC dur Rondec PRG ou équivalent, couleur au choix du maître d'oeuvre.

Réalisation des joints à l'aide d'un mortier fin, du type « FERMAJOINT » de la société WEBER & BROUTIN ou équivalent, y compris enlèvement de l'excédent et nettoyage.

Compris la mise en oeuvre, d'une sous-couche de protection à l'eau par enduit, du type « PREGYTANCHE » de la société LAFARGE ou équivalent pour la zone d'emprise des douches et baignoires.

L'entreprise titulaire du présent lot, devra faire valider le calepinage des carreaux, par la maîtrise d'oeuvre avant de débiter son intervention.

Un soin particulier sera apporté à la jonction carrelage.

Modèle et teinte au choix du maître d'oeuvre parmi la gamme du fabricant, avec emploi possible de plusieurs teintes différentes.

Frise à prévoir de format 10 x 20 cm dans les salles de bains.

Mise en oeuvre conforme au DTU et recommandations des fabricants.

Au minimum sauf indication contraire :

Les hauteurs minimales sur toutes les parois au pourtour (moins de 0.20 m) des appareils sanitaires, y compris les meubles (évier ou lavabo) sont les suivantes :

- éviers : h > 0.60 m y compris retour au-dessus des équipements et h. > 1.40 sur la cuisson
- lavabos : h > 0.40 m
- baignoires : h > 1.40 m
- douches : h > 2.00 m
- lave-mains : h > 0.20 m

Localisation : 26 m<sup>2</sup> toutes hauteur dans les WC  
2 m<sup>2</sup> repos.